



**OBSERVER : QUELS ENJEUX POUR
LA POLITIQUE DE LA VILLE ?**

A decorative graphic consisting of a horizontal teal bar with the text 'POURQUOI LA POLITIQUE DE LA VILLE ?' in white. To the left of the bar is a dark teal vertical bar. To the right are five vertical bars of different colors: light grey, yellow, orange, red, and purple.

POURQUOI LA POLITIQUE DE LA VILLE ?

Une sur-représentation des populations fragiles dans les QP



19%

des habitants de La Réunion vivent en quartier prioritaire

Mais dans les QP ce sont :



31% des 15 ans et plus non scolarisés sans diplôme

1,6 fois plus



53% des personnes en situation de pauvreté

2,8 fois plus



40% de la population immigrée

2,1 fois plus

24% des actifs déqualifiés

1,3 fois plus

29% des ménages ayant emménagé il y a moins de 5 ans

1,5 fois plus



des actifs n'ayant pas de voiture

2,1 fois plus



37% des jeunes parents (18-24 ans ayant au moins un enfant à charge)

1,9 fois plus



31% des femmes au foyer de 25-54 ans

1,6 fois plus

42% des mineurs dans un logement sur-peuplé

2,2 fois plus

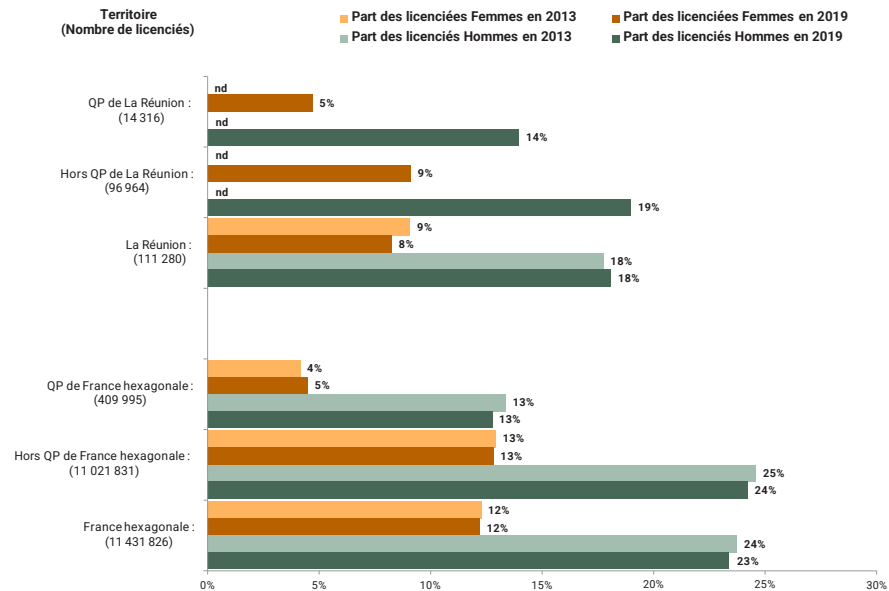
64% des monoparents sans emploi

3,4 fois plus

La part des licenciés sportifs en QP est-elle aussi importante que sur le reste du territoire ?

Évolution des licenciés sportifs par sexe

Source : Recensement des licences et clubs sportifs / Injep - Meos 2019-2020



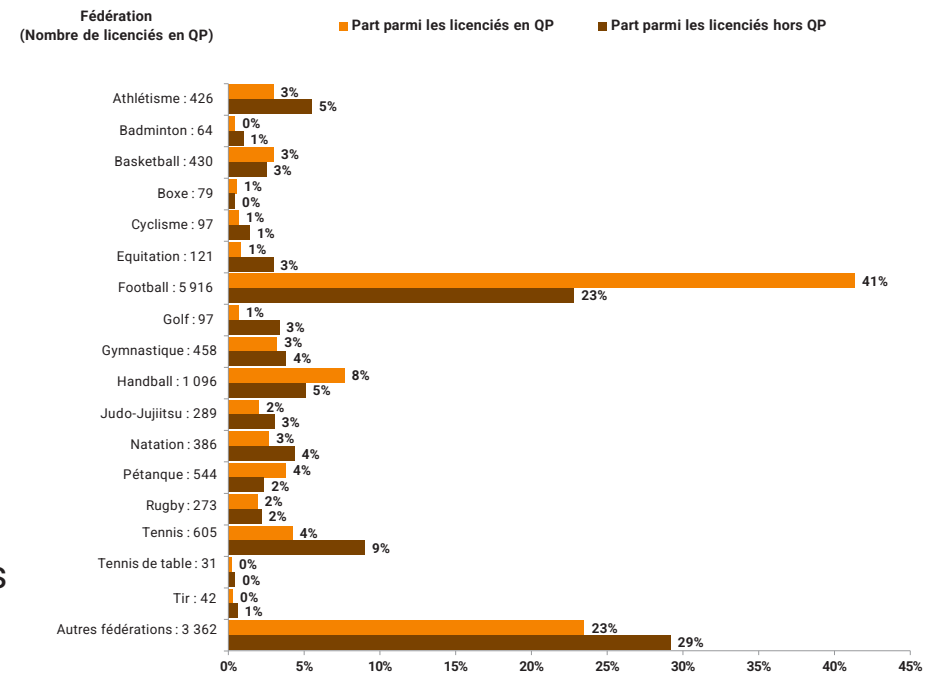
L'analyse des pratiques sportives (basées sur les licences délivrées par les fédérations) met en évidence des décalages significatifs entre les QP et les autres territoires.

Le rapport est du simple au double et fréquemment encore plus important pour les femmes où la pratique sportive avec licence est peu fréquente, 5% des femmes dans les QP contre 13% pour les hommes en moyenne nationale.

© Compas Août 2022

Licenciés sportifs selon les principales fédérations sportives

Source : Recensement des licences et clubs sportifs / Injep - Meos 2019-2020

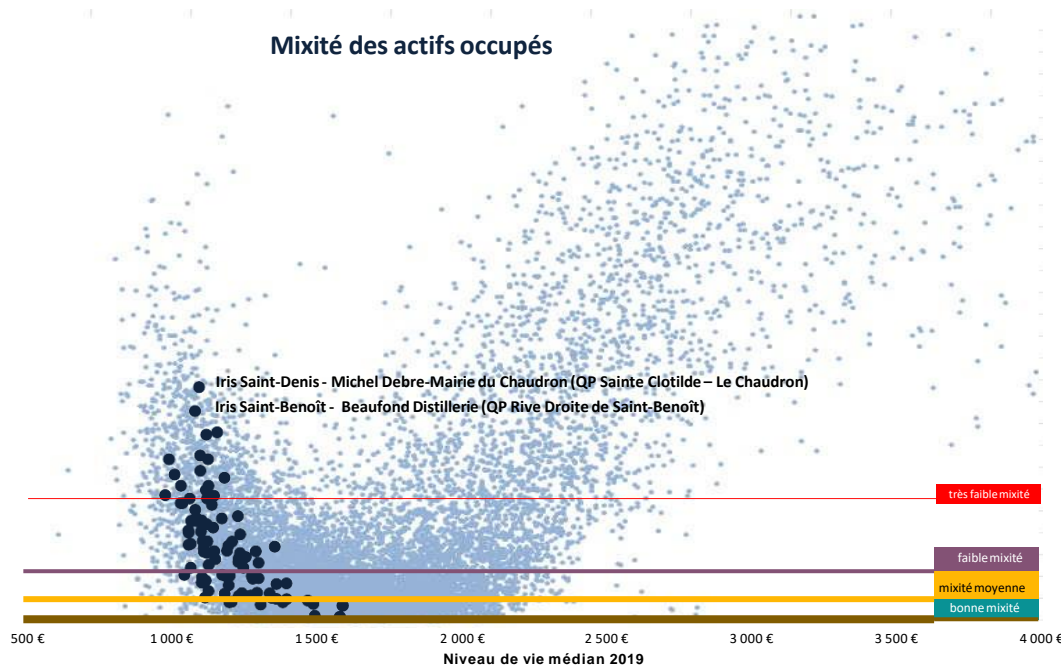


Constats et enjeux de la politique de la ville

L'effet quartier c'est aussi l'effet «absence de réseaux»

Mixité sociale et niveau de vie

Source : Insee RP 2018



Cet indicateur croisé entre l'indice de mixité (mixité parfaite sur la ligne d'abscisse) et le niveau de vie des quartiers permet de mettre en évidence que l'absence de mixité est certes très forte dans les quartiers les plus fragiles de France, mais l'absence de mixité est encore plus forte dans les quartiers les plus riches de notre pays.

Quels enjeux pour la politique de la ville à la Réunion au regard de la situation de l'hexagone ?

Sans nier le vieillissement actuel, la structure d'âge est beaucoup plus prononcée. La part des enfants et des jeunes est très importante

Vulnérabilité des enfants : une réalité très forte dans les QPV de la Réunion avec beaucoup de situations d'enfants vivant en surpeuplement.

L'autonomie des jeunes beaucoup plus tardive à la Réunion

Un niveau de vie très faible avec en particulier un taux de pauvreté impressionnant (mais en baisse) et surtout un fort lien aux minima sociaux

La mobilité : des besoins sans communes mesures avec de qui est observé dans les QPV de l'hexagone. La dépendance à la voiture est très forte ici mais inévitablement elle est aussi discriminante dans l'accès à l'emploi

La déqualification des habitants diplômés avec des effets de découragement

Les structures familiales beaucoup plus marquées par la famille mais aussi par les parents isolés

Observer : quels enjeux pour la Réunion ?

Tout d'abord favoriser la connaissance et ainsi être en capacité de s'adapter aux évolutions des territoires notamment au regard des enjeux de notre société (environnement, emploi, sécurité, égalité femmes/hommes, jeunesse, émancipation, ...)

Favoriser le débat entre acteurs

Permettre une évaluation continue

Interroger les politiques publiques

Favoriser le partenariat par l'échange de données et les analyses partagées

Dialoguer avec les habitants autour des indicateurs et des analyses liées

Observer : mettre en place des observatoires locaux quels enjeux pour la Réunion ?

Pour mesurer l'usage du droit commun !

Ne pas reconstruire un contrat de ville comme cela a été fait en 2014. La signature des futurs contrats de ville ne doit pas être qu'un temps de rencontres en partenaires

La solution pour les quartiers ne peut passer que par le développement de l'usage du droit commun. Pour cela il faut aller vers l'engagement mesurable et l'observation doit pouvoir permettre de mesurer et de comprendre pour adapter si possible nos politiques publiques.

Les politiques de droit commun ne sont pas seulement celles de l'Etat, elles sont aussi celles des autres partenaires et celles des collectivités locales

Alors montrons l'exemple, engageons nous à compter, mesurer l'usage des politiques publiques par les habitants des quartiers au regard de ce même usage par les habitants des autres quartiers. Combien de repas à la restauration scolaire ? Combien de licenciés sportifs ? Combien d'enfants accueillis en périscolaire ? Combien d'enfants des quartiers dans les écoles de musique ? Dans les modes de garde ? ... et surtout quels investissements territorialisés (par quartier) des collectivités dans chacune de ces politiques publiques ? Il faut les chiffrer ...

Il sera alors plus facile de prendre conscience des besoins et adaptations nécessaires.